



Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.

Gestion de la dette - Demande de reconduction du fonds de soutien

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a déposé en date du 29 avril 2015 auprès du représentant de l'Etat une demande d'aide au titre du fonds de soutien créé par l'article 92 de la loi de finances initiale pour 2014 en faveur des collectivités territoriales ayant souscrit des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque.

Cette aide a été accordée par notification du 19 avril 2016 pour des prises en charge de respectivement 15,43% et 13,43%, ce qui représente des montants maximum d'aide de 1 444 100,53 € et 668 752,40 €.

Par délibération n°13895 du 30 juin 2016, Montpellier Méditerranée Métropole avait décidé de solliciter l'aide du fonds de soutien dans le cadre du dispositif dérogatoire prévu à l'article 6 du décret modifié n°2014-444 du 29 avril 2014 permettant une prise en charge partielle des intérêts dégradés pour une période de trois ans à compter de la date du dépôt du dossier pour les prêts suivants, souscrits auprès de Dexia Crédit Local et désormais gérés par la SFIL :

N° du contrat : N° MPH257546EUR, anciennement MPH985290EUR

- Date de conclusion : 20 avril 2007
- Montant initial du capital emprunté : 19 698 971,30€
- Durée initiale du contrat de prêt : 28 ans et 8 mois
- Taux d'intérêt : 1^{ère} phase de la date de versement au 01/01/2012 : taux fixe de 3,20% 2^{ème} phase du 01/01/2012 au 01/01/2036 : formule de taux structurée indexée sur l'écart CMS 30 ans EUR – CMS 01 an EUR, taux fixe de 3,20 % en dessous de la barrière
- Score Gissler 3E

N° du contrat : N° MPH260968EUR

- Date de conclusion : 1er août 2008
- Montant initial du capital emprunté : 12 710 426,58€
- Durée initiale du contrat de prêt : 24 ans
- Taux d'intérêt : 1^{ère} phase : de la date de versement au jusqu'au 01/08/2022 : formule de taux structurée indexée sur l'écart CMS 30 ans EUR – CMS 05 an EUR, taux fixe de 4,57 % en dessous de la barrière
2^{ème} phase jusqu'au 01/08/2032 : taux fixe de 4,57%
- Score Gissler 3E

Au vu des propositions de réaménagement transmises par la SFIL et compte tenu de l'analyse de risque sur ces deux emprunts, il avait été proposé de pas procéder au réaménagement de ces 2 prêts aux conditions du marché et de bénéficier de l'aide du fonds de soutien au titre du dispositif dérogatoire sous forme de prise en charge partielle d'échéances d'intérêts dues et payées.

Ce choix s'est avéré opportun puisqu'aucun de ces deux emprunts n'a donné lieu à paiement d'intérêts dégradés. Les conditions de sortie de ces emprunts se sont améliorées au regard des conditions de marché et de l'amortissement des encours, et leur réaménagement reste à l'étude.

Conformément à la décision du comité nationale d'orientation et de suivi du 28 janvier 2016 et à l'arrêté du 22 juillet 2015 modifié, le bénéfice du dispositif dérogatoire de prise en charge partielle des intérêts dégradés pour une période peut être prorogé par période de trois ans jusqu'au terme des contrats et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2028, date de clôture définitive du fonds de soutien.

Pour ce faire, la collectivité ou l'EPCI doit en faire la demande expresse dans les six mois précédant l'expiration de la période de trois ans à compter du dépôt de la demande.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

Vu l'article 92 de la loi n°2013-1273 de finances initiale pour 2014,

Vu le décret modifié n°2014-444 du 29 avril 2017, notamment son article 6,

Vu l'arrêté du 2 juin 2017 modifiant l'arrêté du 22 juillet 2015,

Vu les décisions du comité national d'orientation et de suivi du 28 janvier 2016, et du 26 avril 2017,

- approuver la reconduction du dispositif dérogatoire pour une nouvelle période de trois ans pour les prêts n°MPH257546EUR, anciennement MPH985290EUR et n°MPH260968EUR ;

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **06 FEV. 2018**

Pour extrait conforme,
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le : **15 FEV. 2018**

• Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

• Acte Certifié exécutoire :

• Réception en Préfecture : **07 FEV. 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.